

## SOUFIANE DJILALI AU SOIR D'ALGÉRIE :

## «L'opposition doit changer de vision»

Connu pour ses déclarations publiques iconoclastes, d'une grande sévérité, à l'endroit du pouvoir, le président de Jil Jadid revient sur l'expérience de la CNLDT qu'il a contribué à fonder et sur sa décision d'en sortir. Il s'en explique tout en se plaçant dans une perspective d'avenir avec la tenue du congrès de Jil Jadid, son programme futur. Il ne participera pas aux législatives. En intellectuel avisé, il nous promet la parution prochaine d'un ouvrage, La société algérienne : choc de la modernité, crise des valeurs et des croyances.

**Le Soir d'Algérie :** Jil Jadid a réuni ses cadres dans une conférence tenue le 22 octobre dernier à Zéralda. On observera que cette réunion intervient quatre mois après que votre parti ait claqué la porte de la CNLDT. Une réunion, pour quoi faire et avec quels résultats ?

**Soufiane Djilali :** Oui, en effet, une conférence des cadres s'est tenue pour débattre de l'actualité. Nous avons voulu élargir la concertation aux Jadidiens au-delà des membres du Conseil national. Cela a été un bon exercice démocratique. Bien entendu, parmi les questions traitées, il y avait la position du parti concernant notre attitude face aux élections.

Il ne s'agissait pas d'officialiser une position, c'est au conseil national de le faire, mais d'en débattre. La plus grande

**Elections : «Il nous était impossible de nous engager, d'adopter une position commune quant aux élections, ni à préparer un programme politique commun au moins pour une période de transition.»**

majorité était convaincue qu'une participation aux législatives était politiquement insoutenable.

**Vous n'avez pas été tendre envers la CLDT. C'est un Soufiane Djilali en colère qui s'est exprimé à plusieurs reprises dans la presse sur cette décision. Quel a été le grief déterminant pour vous, d'autant que vous vous êtes pleinement investi dans cette instance ?**

En colère ? C'est plutôt lucidement que j'ai eu, à plusieurs reprises, à expliquer le retrait de Jil Jadid de cette coalition. J'avoue que j'avais perdu depuis quelque temps déjà l'espoir que l'opposition saisisse l'occasion des élections pour envoyer un message clair et net au pouvoir : soit il accepte un vrai dialogue au bout duquel sont mis en place des mécanismes électoraux viables pour construire l'Etat de droit, soit il assume seul la malhonnêteté du processus électoral et l'absence de légitimité qui s'ensuit. L'opposition avait dit et répété que le jeu était biaisé, et ce, depuis plus de deux ans. Elle dresse un tableau peu reluisant du pouvoir et exige des garanties pour les élections. Puis arrive la convocation aux législatives et tout le monde oublie ses engagements. J'ai trouvé cela d'une grande légèreté.

**Vous nous apprenez aussi que votre parti subissait une certaine marginalisation de la part des autres compo-**



Soufiane Djilali.

santes de la CLDT qui s'attribuent sans doute plus de légitimité. Qu'est-ce qui leur fait penser cela même s'il est vrai que nombre de ses leaders sont d'anciens ministres, voire Premiers ministres, ce qui pourrait être un handicap pour la crédibilité du mouvement ?

Permettez-moi, pour plus de clarté pour vos lecteurs, de revenir légèrement en arrière et préciser certaines données. Au début de l'année 2014, cinq partis politiques ainsi qu'un ancien Premier ministre avaient décidé de boycotter les présidentielles. Il s'agissait d'Ennahda, du FJD, du MSP, du RCD, de Jil Jadid et de M. Benbitour. Nous avons alors formé la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD). Ce groupe s'est alors rapidement attelé à organiser une

Conférence nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), dénommée aussi Mazafran I, à laquelle avait été convié tout le gotha politique le 10 juin 2014. De cette conférence est née l'Instance de consultation et de suivi de l'opposition (Icso) qui réunit donc la CLTD, le Pôle du changement, et un certain nombre de partis politiques, d'organisations de la société civile et des personnalités. L'Icso s'apparente en fait à un forum de l'opposition peu contraignant. C'est l'Icso qui a eu à organiser Mazafran II.

Dans cette configuration, il me semblait que la CLTD n'avait plus de raison d'être : ce premier groupe qui était le moteur du rassemblement de l'opposition a rapidement perdu sa cohésion interne pour des raisons objectives. Durant plusieurs mois, j'avais formulé une série de propositions qui ont toutes été rejetées. En fait, ce n'était pas spécialement par hostilité à Jil Jadid, mais nous touchions là à nos limites. Il nous a été impossible de nous engager à prendre position commune quant aux élections, ni à préparer un programme politique commun, au moins pour une période de transition, ni à structurer la coalition, etc. Chacun tenait à l'existence du groupe mais personne ne voulait s'engager plus loin. J'ai eu un profond sentiment que la perpétuation de la situation relevait de l'hypocrisie. Pour moi, cette situation était moralement intenable et politiquement désastreuse. En fait,

chaque parti politique construit sa démarche sur des prémisses qu'il assimile à des fondamentaux pour son analyse. Le problème, contrairement à ce que beaucoup peuvent penser, n'était pas

**Sortie de Jil Jadid de la coalition : «Durant plusieurs mois, j'avais formulé une série de propositions qui ont toutes été rejetées. En fait, nous touchions là à nos limites dans le cadre de la CLDT.»**

idéologique mais plutôt stratégique.

**Alors que beaucoup s'interrogeaient sur l'utilité de cette opposition dans sa capacité à constituer une alternative au régime en place, puisque tel était son objectif, vous décidez de crever l'abcès en disant qu'elle est devenue stérile parce qu'elle a atteint ses limites...**

C'est exactement ça. Je n'allais pas défendre un projet tout en sachant pertinemment qu'il serait au final voué à l'échec ! Ce serait vraiment irresponsable, une tromperie sur la marchandise. Les enjeux sont immenses et je ne peux pas travailler sur une démarche qui ne pouvait aboutir. Par contre, j'ai bien compris qu'une CLTD forte en gueule pouvait devenir, à terme, objet de convoitises...

**On constate aussi une course au leadership au sein même de l'Icso avec la présence de poids lourds comme Ali Benflis, Ahmed Benbitour... au-delà du caractère hétéroclite de sa composition... Plutôt que d'être un atout cela pourrait en être le ventre mou ?**

Vous savez, il peut toujours y avoir

**CNLDT : «J'avais perdu depuis quelque temps déjà l'espoir que l'opposition saisisse l'occasion des élections pour envoyer un message clair et net au pouvoir.»**

quelques tiraillements pour des raisons partisans ; cependant, la question du leadership ne s'est jamais posée. C'est un regroupement volontaire et non forcé.

Le problème n'était pas les candidatures aux élections mais la mécanique électorale. Il y a entre nous un intérêt commun à défendre de vraies élections pour parvenir à un système démocratique et construire l'Etat de droit.

Pour le reste, chacun se détermine selon ses propres données. Nous serions mal inspirés si nous devions nous chamailler pour des questions d'ego. Nous avons plutôt besoin de nous entraider pour sortir le pays de la grave crise qui est en train de l'engloutir.

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchichet

Si les choses sont claires quant aux partis de l'administration qui sont là pour applaudir toute mesure du système, cette opposition née, il faut le rappeler, à la faveur des mouvements de contestation dans les pays arabes, force est de s'interroger sur l'avenir de l'existence d'un contre-pouvoir politique, porteur d'un projet de changement démocratique, au-delà de la rhétorique des discours...

L'absence de véritables contre-pouvoirs et d'une opposition de poids n'est pas le problème des partis politiques, mais de l'Algérie. Il faut avoir une vision globale et non pas autarcique. L'Algérie se trouve dans une zone géopolitique très sensible. Par ailleurs, notre retard technologique et humain est tel que nous sommes tout simplement menacés de subir les contrecoups d'une mutation aux dimensions mondiales.

Conduire un pays dans cette zone de

tempêtes a ses impératifs politiques dont la possibilité d'alternance est cruciale. Si, par exemple, l'Irak possédait une alternative démocratique à Saddam Hussein, ce pays n'aurait pas été détruit.

La Libye en est un autre exemple lorsque le chef de l'Etat croit «incarner le peuple» ! A contrario, l'Iran a montré que le remplacement d'Achmadinejad par Rohani avait désamorcé la crise du nucléaire avec la communauté internationale. Posséder une opposition crédible est, pour un pays, une assurance-vie en cas de grave crise.

En Algérie, le système Bouteflika a juste fait l'inverse. Après avoir rasé l'opposition, la mise au hachoir se prolonge avec ses propres amis qui nourrissent des ambitions politiques. Obnubilé par le pouvoir personnel, il met le pays en grave danger. Il a fini par créer autour de lui un vide rempli par une cour indigne et sans honneur, prête à toutes les avanies pour peu qu'elle ait accès au râtelier.

Voyez-vous un seul homme parmi les proches et les amis du Président qui ait

une carrure d'homme d'Etat ? D'un futur président de la République ?

**Pour en revenir à Jil Jadid, qui n'est pas partant dans la course aux prochaines élections législatives, quelle serait sa nouvelle stratégie dans le combat politique pour un changement du système en place ?**

En fondant Jil Jadid, je savais que le combat allait être de longue haleine. Ces cinq premières années ont permis au parti d'être identifié par l'opinion publique. Nous avons également formé une équipe de dirigeants de grande qualité humaine et politique.